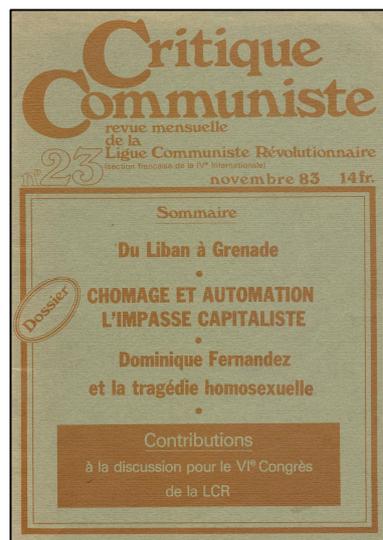


Chômage et automation L'impasse capitaliste

Maxime DURAND, *Critique communiste* n°23, novembre 1983.

Pour paraphraser le début du *Capital* la crise des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de chômeurs. Voici en effet le taux de chômage dans les principaux pays capitalistes en février 1983 :

Espagne	16,9 %
Pays-Bas	14,5 %
Belgique	14,1 %
Royaume-Uni	13,0 %
Canada	12,5 %
Italie	12,0 %
Etats-Unis	10,4 %
Allemagne	9,1 %
France	8,6 %

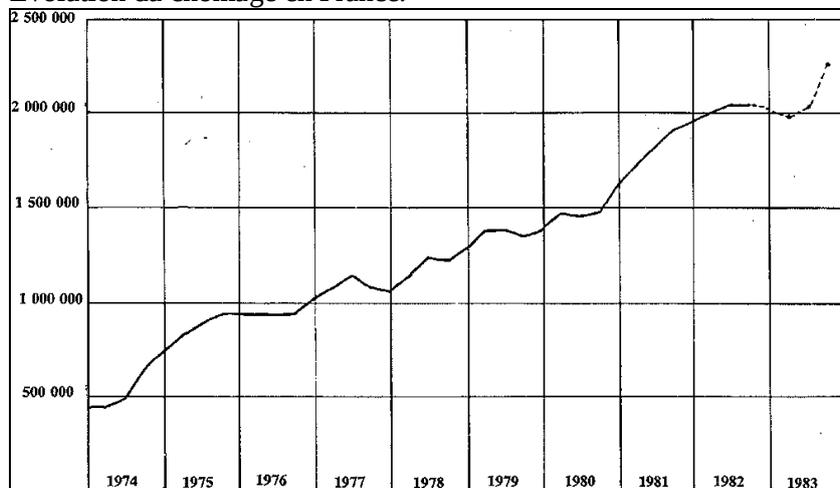


Le Graphique 1 illustre l'irrésistible montée du chômage sur les dix dernières années en France. Il montre aussi que des artifices comme les contrats de solidarité du début 1983 ne réussissent pas à infléchir significativement cette tendance. Ce dossier a pour objectif de relier le problème du chômage à ses divers déterminants. Il essaiera de répondre à trois séries de question :

- Quelles sont les causes essentielles du chômage et ses perspectives d'évolution ?
- Quels sont les effets de l'automation sur l'emploi ?
- Le capitalisme peut-il sortir de la crise et résorber la chômage ?

Graphique 1.

Evolution du chômage en France.



Source : Comptes de la nation et estimations pour 1983.

1. Les racines du chômage capitaliste

Les paramètres du chômage

La montée du chômage doit être rapportée à un certain nombre d'évolutions dont elle est la résultante. Le graphique II permet d'examiner les différentes grandeurs à comparer. Sur les dix dernières années, pour l'ensemble de l'économie, production et productivité évoluent de manière parallèle, ce qui implique le maintien approximatif du nombre d'emplois sur la période.

Ceci résulte d'une première relation qui sert à définir la productivité :
$$\text{production} = \text{effectifs} \times \text{productivité par tête}$$

Mais on peut écrire une seconde égalité faisant intervenir la durée du travail.
 Nombre d'heures travaillées = effectifs x durée du travail

Le tableau 1 fait le bilan de l'emploi sur 1973-1982 selon cette double décomposition où l'on prendra en considération la productivité par heure de travail qui est plus représentative des progrès de la technique (d'extraction de la plus value). Ce tableau fait apparaître plusieurs résultats importants : sur l'ensemble de l'économie, seule la réduction de la durée du travail a pu compenser la baisse du nombre d'heures travaillées générées par les gains de productivité horaire.

Tableau 1. Les composantes de l'emploi.

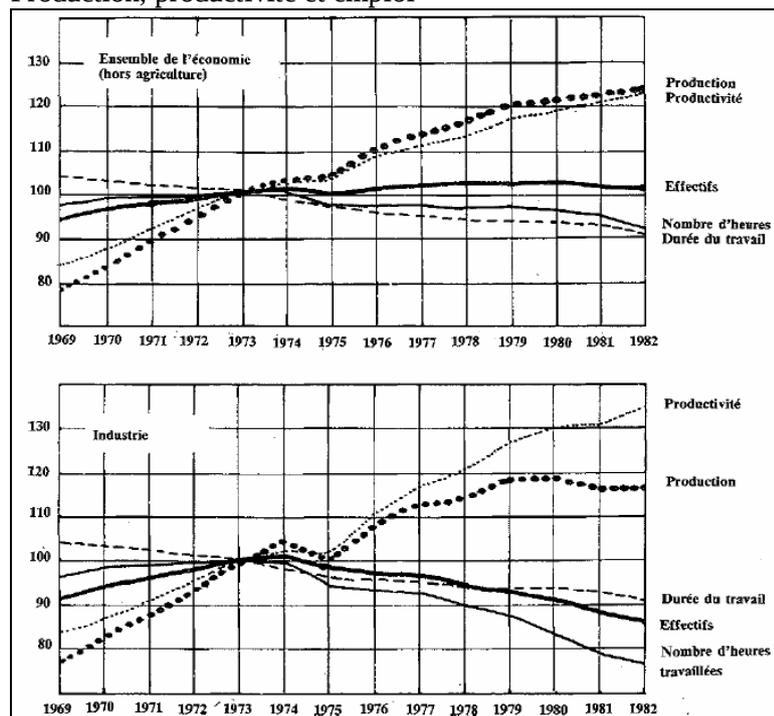
Variation 1973-1982	Ensemble de	
	l'économie	Industrie
Production	24.2	16.2
Productivité horaire	34.4	47.7
Nombre d'heures travaillées	-7.7	-21.4
Durée du travail	-8.9	-8.9
Effectifs	1.3	-13.7

En %. Source : Insee.

Mais l'industrie connaît une situation toute différente marquée par un ralentissement de la production plus accusé et des gains de productivité maintenus : ces effets se combinent pour conduire à une réduction notable de plus de 20% du nombre d'heures travaillées, que la baisse de la durée du travail vient limiter, si l'on peut dire, à la suppression d'un emploi industriel sur sept en dix ans.

Graphique 2

Production, productivité et emploi



Base 100 en 1973. Source : Comptes de la nation.

1974-1982 : La production des chômeurs

Le tableau 2 fait le bilan des créations et suppressions d'emplois par secteurs depuis l'entrée en crise. En moyenne 184 000 emplois ont été supprimés dans l'agriculture, l'industrie et le bâtiment soit 1 472 000 sur ces huit années, c'est essentiellement dans la sphère des services qu'ont été créés des emplois nouveaux pour un total à peu près équivalent de 1 447 000, soit 180 900 en moyenne par an. Reste une destruction nette de 25 600 emplois (soit 3 200 par an).

Tableau 2. Bilan de l'emploi 1974-1982

<u>SUPPRESSIONS D'EMPLOIS</u> (1)	
Agriculture	- 53 900
Industrie	- 99 100
Bâtiment	- 31 000
Total	- 184 000
<u>CREATIONS D'EMPLOIS</u> (2)	
Transports et télécom.	+ 11 700
Services marchands	+ 124 800
Services non marchands	+ 44 400
Total	+ 180 900
<u>SUPPRESSIONS NETTES D'EMPLOIS</u> (1)-(2)	
Total	+ 3 200
<u>AUGMENTATION DE LA POPULATION ACTIVE</u> (3)	
	+ 153 400
<u>AUGMENTATION DU CHÔMAGE</u> (1)-(2)+(3)	
	+ 156 600

Variations annuelles moyennes.

Source: Comptes de la nation.

Or, dans le même temps, la population active disponible a augmenté de 1 227 200 (soit 143 400 par an) ce qui vient s'ajouter aux suppressions d'emplois pour porter à 1 252 800 le nombre de chômeurs - au sens du BIT - créés sur la période : 156 600 par an !

C'est le nombre d'emplois qu'il aurait fallu créer pour répondre à l'accroissement de la population active. Et même davantage car la population active est une grandeur potentielle : le chômage décourage certaines franges de la population de chercher un emploi.

Les perspectives du IX^e Plan sont tout aussi noires ; on reprendra ici les données publiées dans *Rouge* du 27 mai dernier comparant les résultats obtenus à partir de deux scénarios.

- **Le scénario rose** (scénario AZ de référence dans la préparation du IX^e Plan) est délibérément optimiste : reprise de la croissance mondiale, rétablissement du profit, et surtout reprise de l'investissement, en vue de remplacer les vieux équipements et de compenser une importante réduction de la durée du travail (35 heures en 1986).

Dans cet avenir rose, d'ores et déjà rendu caduc par l'austérité, le pouvoir d'achat du salaire augmente, et donc la consommation. C'est pourquoi l'emploi global augmente de 75 000 par an, ce qui est plus que les 55 000 de la période 1973-1980.

- **Le scénario gris** repose sur un « compte technique » de février 1983, bien marqué par l'austérité : stagnation du pouvoir d'achat, moindre réduction de la durée du travail. Au total cela entraîne une perte de 100 000 emplois par an !

Le tableau 3 permet de mesurer l'ampleur des dégâts secteur par secteur. Proportionnellement aux effectifs totaux, les plus touchés sont l'agriculture, l'automobile, le cuir, les matériaux de construction, les matériels électriques professionnels et la sidérurgie. Il faut remarquer aussi le relatif optimisme du scénario gris quant à la création d'emplois dans les services aux entreprises (notamment l'informatique) : c'est un chiffre bien ambitieux du plan électronique !

Ces perspectives sont catastrophiques : aux 100 000 suppressions d'emploi, il faut en effet ajouter au moins 100 000 emplois nécessaires pour répondre à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail. Cela ferait sur les cinq années du IX^e Plan, un accroissement de 1 million du nombre de chômeurs, qui passerait ainsi de 2 millions aujourd'hui à 3 millions en 1988 !

Tableau 3

VARIATIONS D'EMPLOI (moyenne annuelle) Source: I.N.S.E.E.	1973-1980	1980-1983	SCENARIO "ROSE" 1983-1988	SCENARIO "GRIS" 1983-1988
Agriculture	- 61 000	- 45 000	- 64 400	- 53 100
Ind. agr. et alim.	- 2 100	- 3 400	- 2 100	- 9 400
Combustibles	- 4 500	1 200	2 600	500
Pr. pétroliers	- 400	- 2 200	- 1 600	- 2 700
Electricité	2 500	3 200	3 700	4 200
Sidérurgie	- 6 200	- 3 000	- 2 000	- 3 900
Non ferreux	2 000	1 000	500	1 300
Mat. de construction	- 4 300	- 5 500	400	- 5 800
Verre	- 700	- 1 400	500	- 100
Chimie	- 1 800	- 9 800	- 3 600	- 4 100
Fonderie	- 7 800	- 25 800	- 6 900	- 14 600
Papier carton	- 2 200	- 5 600	- 3 900	- 3 300
Caoutchouc	- 600	- 1 200	7 800	2 200
Mécanique	- 8 500	- 16 200	10 200	5 700
Mat. électr. prof.	1 800	- 24 300	- 13 200	- 13 800
Equip. ménager	- 2 300	- 11 000	- 3 500	- 3 800
Automobile	300	- 23 800	- 3 100	- 15 800
Constr. nav. aéro.	- 200	600	200	300
Parachimie	600	- 1 700	1 300	- 2 600
Textile	- 25 500	- 17 500	- 5 900	- 10 100
Cuir	- 3 400	- 4 100	- 1 300	- 3 300
Bois meubles	- 2 700	- 10 100	- 1 400	- 6 300
Presse-Edition	- 1 900	- 900	2 700	- 2 500
Bâtiment	- 23 000	- 2 900	1 900	- 22 000
Commerces	18 200	6 800	25 200	- 6 700
Réparation com. auto.	5 900	3 500	18 300	6 100
Hôtels-café-restau.	3 400	2 100	900	- 9 100
Transports	4 500	- 13 200	- 5 700	- 14 600
Télécommunications	10 100	6 600	8 600	8 600
Services entreprises	32 000	17 300	17 800	41 900
Services particuliers	73 500	48 700	43 200	14 500
Assurances	2 600	10 600	4 900	2 200
Banques et org. fin.	9 700	2 100	1 500	300
Immobilier	2 200	2 000	2 200	1 700
AGRICULTURE	- 61 000	- 45 000	- 64 400	- 53 100
INDUSTRIES	- 67 900	- 170 800	- 18 700	- 83 600
BATIMENT	- 23 000	- 2 900	1 900	- 22 000
SERVICES, COM., TRANSPORTS	162 100	65 500	116 900	45 500
SERVICES PUBLICS	44 100	53 300	39 200	17 800
TOTAL	54 300	- 78 900	74 900	- 100 400

Source : Rouge n°1065, 27 mai 1983.

A la racine du chômage, le profit

Le chômage, pas plus que la crise, n'est un phénomène de type météorologique qui s'apparenterait à une catastrophe naturelle. Mais il faut pouvoir répondre à cette interrogation de bon sens : il y a aujourd'hui en France 2 000 000 de personnes sans emploi : ne pourrait-on améliorer le sort de tout le monde en leur procurant un emploi correspondant à la satisfaction des nombreux besoins qui ne sont pas encore saturés ?

Ce qui s'y oppose c'est le fonctionnement capitaliste de l'économie et notamment l'appropriation privée des moyens de production : l'organisation de la production est soumise aux intérêts propres à la classe des propriétaires et non à un objectif de satisfaction des besoins ; de plus, la dynamique de l'accumulation est modelée par le jeu de la concurrence entre les différents capitalistes. Ceux-ci n'examinent pas le nombre d'emplois qu'ils créent mais leur capacité à produire de manière compétitive, ce qui passe par différents canaux dont le plus important est la recherche des coûts de production toujours plus bas. Or, ce résultat s'obtient de deux façons : soit en contenant les augmentations de salaires, soit en augmentant la productivité.

Mais chacun de ces moyens favorables à un capitaliste pris individuellement se retourne contre l'ensemble en faisant surgir la crise. La baisse du salaire a un avantage apparent pour le capitaliste qui paie les salaires mais, pour l'ensemble, cela signifie une perte de débouchés : un capitaliste de l'automobile a bien sûr intérêt à payer des bas salaires mais il a également avantage à ce que ses collègues distribuent de hauts salaires qui permettent d'acheter ses voitures. Faute de planification, il n'y a pas de mécanisme assurant la compatibilité de ces déterminations.

Le second moyen, la productivité, se retourne à la longue contre le capitalisme. En effet, pour réaliser des progrès de productivité il faut de plus en plus d'investissements et une possibilité de modifier les procédés de production. Au bout d'un certain moment l'avantage de l'investissement, sous forme de gains de productivité, ne va plus suffire à compenser son propre coût ; peu à peu, la composition organique du capital - c'est à dire le rapport entre la valeur du capital installé et la valeur créée par les ouvriers qui l'utilisent - va augmenter, exerçant une pression à la baisse du taux de profit. C'est bien ce mécanisme classiquement analysé par Marx qui est à l'origine de la crise. Ainsi, en France, après Mai 68, les capitalistes ont cherché à répondre aux hausses de salaires par des programmes massifs d'investissement visant à obtenir des gains de productivité ; mais ces derniers n'ont pas été à la hauteur de l'effort d'investissement : la baisse du taux de profit s'est enclenchée dès 1970 et s'est précipitée lors de la récession de 1974-1975.

On voit donc que le chômage n'est pas un phénomène naturel mais qu'il est étroitement lié aux différentes phases de l'accumulation capitaliste : c'est parce que celle-ci s'essouffle que le chômage apparaît. Il est donc légitime de parler de chômage capitaliste et ceci est un résultat décisif. On peut le mesurer en partant d'une question simple : comment résorber le chômage ? dans une société qui se fixerait le plein emploi, on partirait du nombre d'emplois à créer ; ce serait la donnée du problème. Dans une économie socialiste planifiée, les forces de travail disponibles apparaîtraient comme une richesse au lieu de constituer une contrainte. L'équation à résoudre serait donc la suivante :

Production - productivité - durée du travail = effectifs.

La société pourrait réaliser des choix entre production globale, durée du travail et production disponible par personne, sans parler ici des choix quant au contenu de la production.

Sur quoi vient buter cette logique de bon sens dans le système capitaliste ? Sur celle du profit. L'équation ci-dessus montre en effet qu'il y a trois moyens de créer des emplois : on peut augmenter la production, ralentir la productivité et réduire la durée du travail (ou évidemment combiner ces possibilités). Mais chacune de ces solutions vient se heurter fondamentalement au même obstacle, celui de la concurrence capitaliste. Dans ce système, produire plus c'est risquer de produire avec relativement moins de profit ; ralentir la productivité ou réduire la durée du travail, c'est baisser la compétitivité. Pour résumer : toute solution rationnelle du problème du chômage passe par une baisse du taux d'exploitation et se heurte à la logique du profit.



Robot SCEMI, utilisé pour l'assemblage de pièces mécaniques très diverses.

2. L'automatisation et l'emploi

La machine et le chômage

Chaque période de crise est pour le capital l'occasion de renouveler les conditions de l'exploitation. Dans la crise actuelle l'extension de l'automatisation joue un rôle central qui pose immédiatement la question de ses effets sur l'emploi. Mais le débat officiel est d'un rare dénuement intellectuel. A preuve, un rapport au groupe de stratégie industrielle du Plan qui remarque avec dépit que « *peu et mal nourri, le débat informatique-emploi ne pouvait que se scléroser* ». Il s'est donc polarisé sur l'inévitable querelle : les optimistes contre les pessimistes.

On va examiner en détail les analyses de Sauvy parce que c'est l'un des rares économistes à s'être attaqué à la question : c'est à lui qu'on renvoie les passéistes qui s'interrogent sur les bienfaits du progrès. Dans son livre *La machine et le chômage* il adopte un point de vue résolument optimiste qui s'appuie sur sa théorie dite du « déversement ». L'idée est simple : l'automatisation supprime des emplois mais en crée d'autres.

Mettons les choses au clair : les emplois nécessaires à la fabrication des machines ne peuvent par définition suffire. Ce point avait déjà été débattu par Marx : « *Si la construction de la machine donne du travail à un nombre additionnel d'ouvriers mécaniciens, ne serait-ce pas là une compensation des tapisseries jetés sur le pavé ? Dans tous les cas sa construction occupe moins d'ouvriers que son emploi n'en déplace* {*Le Capital* livre I, chapitre XV) ».

« *La force motrice derrière l'adoption des robots dans les installations industrielles est la réduction des coûts de production* », rappelle opportunément un patron américain (*Le Monde diplomatique*, novembre 1982) : si bien que, très globalement, elle implique, à un niveau de production donné, l'existence d'une économie en temps de travail.

Cet élémentaire rappel de la loi de la valeur n'est pas inutile. Mais la théorie de Sauvy est plus subtile et repose sur une analyse de circuit : l'économie réalisée par le capitaliste qui remplace des ouvriers par une machine lui procure un revenu supplémentaire. Ce revenu va circuler et au bout du compte être dépensé : il sera investi ou servira à acheter des biens ou des services. Dans tous les cas, il va générer une nouvelle source de création d'emplois.

Sauvy a l'impression d'avoir inventé quelque chose de nouveau. Il n'y a pourtant rien de plus dans son analyse que dans la théorie de la compensation, brocardée par Marx : « *Une phalange d'économiste bourgeois, James Mill, Mc Culloch, Torrens, Senior, J.-St. Mill, etc. soutiennent qu'en déplaçant des ouvriers engagés la machine dégage par ce fait même un capital destiné à les employer de nouveau à une autre occupation quelconque* (*Le Capital* livre I, chapitre XV). » D'ailleurs, dans son livre, Sauvy est bien embarrassé pour expédier Marx : « *C'est que Marx réfléchit, se conteste lui-même, s'efforçant vraiment d'être scientifique* ».

Le mécanisme existe sans qu'il y ait pour autant de « compensation ». Marx indiquait qu'il y avait une tendance permanente du capitalisme à générer une surpopulation relative. Sauvy n'apporte pas d'éléments de démonstration et le reconnaît lui-même : « *Aucun modèle ne peut du reste démontrer de façon vraiment rigoureuse pourquoi le mécanisme crée plus d'emplois qu'il n'en supprime. C'est une constatation expérimentale sur un siècle et demi* ». *Mais la croissance du chômage depuis dix ans est une autre constatation expérimentale ! Quels sont donc les obstacles qui sont venus s'opposer à la compensation ? Disons, avant d'examiner ses réponses, que Sauvy a raison de pester contre ceux qui considèrent que le chômage est une sorte de fatalité naturelle. Il a parfaitement raison d'expliquer dans une série d'articles du Monde (du 12 au 14 avril 1983) que des besoins existent : « A ces multiples besoins correspondent des emplois, des vrais. Selon mes calculs, bien sommaires certes, une quinzaine de milliards d'heures de travail seraient nécessaires pour satisfaire ces besoins déjà exprimés. Ces besoins doivent être évalués en nature, c'est à dire en produits et services, et convertis ensuite, par voie matricielle, en heures de travail de diverses professions, donc en emplois véritables, utiles, se payant eux-mêmes. Les difficultés techniques de la méthode ne sont insurmontables que pour ceux qui redoutent les résultats de cette voie révélatrice. La suite de l'aventure est politique. Ce n'est pas là le meilleur moyen d'atteindre le plein emploi, c'est le seul. »*

Parfait ! Bravo ! Un marxiste révolutionnaire peut signer des deux mains de telles affirmations. Là où le bat blesse, c'est quand il s'agit d'identifier les obstacles à cette solution rationnelle. Pour Sauvy, ce sont les suivants :

- Les entraves au licenciement
- Les résistances des travailleurs à la mobilité géographique et professionnelle
- L'alignement des salaires dans les services sur les salaires de l'industrie.

Il fallait le dire tout de suite ! La racine du chômage pour Sauvy, c'est « l'excès de rémunération » dans les secteurs où devrait se faire le « déversement ». Bref, c'est la théorie bourgeoise la plus réactionnaire qui s'exprime sous la forme « moderne » des théoriciens du déséquilibre : le chômage ne serait plus un chômage « keynésien » résultant d'une insuffisance de demande mais un chômage « classique » prenant sa source du côté de l'offre dans une insuffisante rentabilité.

Le seul intérêt à la présentation de Sauvy est de faire apparaître le côté régressif de tous les montages conservant la logique capitaliste ; car son projet social inclut le développement généralisé du larbinisme : « *Nous devons créer un corps d'hôtesse de maison et de logement spécialistes de deux sexes, bien formés, très efficaces et rémunérés en conséquence. Leur utilité s'affirmera d'ailleurs également pour d'autres classes de la société : libération, en vue de la profession, de médecins des deux sexes, d'artisans, de commerçants, de fonctionnaires, etc.* » (*Le Monde*, 14 avril 1983). Exaltantes perspectives : nous n'avons décidément pas la même idée de la « libération sociale » que les tenants de la bourgeoisie. On peut donc laisser là les élucubrations du professeur Sauvy pour examiner comment se pose concrètement aujourd'hui le problème.

Automatisation et emploi : quelques repères

Pour fixer les idées, il n'est pas inutile d'énumérer les différents procédés auxquels renvoient les termes d'informatisation ou d'automatisation. On reprend ici la présentation de Pastré-Meyer-Truel-Zarader dans *Informatisation et Emploi : menace ou mutation ?* (La Documentation française) et on renvoie à cet ouvrage bourré d'informations notamment quant aux effets sur les conditions de travail. Il faut donc distinguer les technologies ci-dessous (le nombre de suppressions potentielles de postes d'ici à 1985 avancé par les auteurs est rappelé entre parenthèses) :

- 1) Les machines-outils à commande numérique** (ou MOCN) : il s'agit de machines-outils à enlèvement (fraiseuses, tours...) ou de formage (poinçonneuse, presses, plieuses) où tous les axes de mouvement sont motorisés et les déplacements programmés (4 000).
- 2) La conception assistée par ordinateur** (ou CAO). Le système se compose d'un ordinateur, d'une console graphique et d'une table traçante ; il permet de concevoir des plans, modèles réduits, patrons, d'apporter des rectifications en temps réel puis d'éditer les plans (2 500).
- 3) Les automatismes de process** consistent à réguler et à contrôler une production en continu, les applications concernent de nombreux secteurs industriels : raffineries de pétrole, industrie chimique et pharmaceutique, cimenteries, sidérurgie, etc. (50 000).
- 4) Automatismes de production en grandes séries** : le robot est un automate explicitement conçu pour remplacer une intervention humaine. Dans cette catégorie entrent aussi les machines transferts et les machines spéciales conçues pour un type d'opération (empaquetage, assemblage...) (50 000).
- 5) Machines de traitement de texte** : on entre ici dans le domaine de la bureautique. Il s'agit essentiellement de machines à écrire à mémoire dotées ou non d'écrans de visualisation (82 000).
- 6) Automatismes de lecture et de traitements de documents** : il s'agit ici du tri automatique, notamment du courrier et des chèques dans un domaine voisin de l'étiquetage électronique (13 000 dans les banques).
- 7) La télécopie** est un système permettant de transmettre des documents à distance (11 000).
- 8) Le transfert électronique de fonds** pour lequel la perspective de développement reste assez lointaine.

Les auteurs de l'étude, publiée en 1981, mettent donc en avant cette conclusion : « *A l'horizon 1985, l'utilisation en France des automatismes avancés est susceptible de provoquer directement la suppression de 210 000 postes de travail* » et ce chiffre, selon eux, « *constitue une estimation extrêmement prudente des effets de l'informatisation sur l'emploi* ». Ils tiennent à préciser qu'entre la suppression de postes et les licenciements il n'y a pas de liens mécaniques.

Ce constat doit être pris pour ce qu'il est : un cadrage, un ordre de grandeur qui dépend évidemment de la situation économique d'ensemble. Il fait cependant apparaître une relative modération qui tranche avec certaines extrapolations hâtives. Il est important de montrer à cet égard que l'automatisation est un processus contradictoire qui se heurte à un certain nombre de résistances et d'obstacles.

Les obstacles à l'automatisation

De manière générale l'automatisation entraîne une amélioration de la productivité, des délais de production et de la qualité du travail. Mais pour le patron, elle représente un coût qui peut être élevé. Ainsi une machine à commande numérique vaut de 25 à 100% plus cher qu'une machine-outil classique ; il faut donc à l'entreprise une taille et un profit suffisant pour envisager l'investissement.

Ce problème est absolument fondamental car il renvoie à la notion d'ondes longues du capitalisme : la phase d'expansion de l'après-guerre s'est accompagnée d'une inflation permanente qui constituait un mode spécifique de dévalorisation du capital. Une part croissante du capital est en effet financée par le crédit ; l'inflation a alors pour fonction de dévaloriser cette fraction du capital en allégeant le poids réel de la dette. Ce dispositif doux a permis de régulariser les cycles économiques pendant la période d'expansion longue : mais il ne pouvait pas suffire à contenir la crise qui a éclaté en 1974. Dès lors les avantages du financement inflationniste de l'accumulation se retournent en leur contraire : autant l'endettement des entreprises a été un facteur de soutien à l'expansion, autant il est devenu aujourd'hui un obstacle à la reprise. Et les patrons le savent bien : ainsi le directeur des méthodes de Renault confie à *L'expansion* du 3 juin 1983 que « *l'évolution technique est toujours en avance par rapport aux possibilités financières.* »

Le second frein provient de la contradiction existant entre deux exigences : d'un côté il faut amortir la machine et pour cela la faire produire au maximum en grandes séries ; mais, d'un autre côté, il y a de plus en plus tendance à modifier les produits et donc nécessité de rendre modulables les procédés de production. Les formes d'automatisation peuvent varier de ce point de vue depuis celle d'un poste de travail, la mise en place d'ateliers automatisés flexibles, jusqu'à l'usine entièrement automatisée. Les données du problème varient évidemment selon la nature du produit : on ne peut adopter les mêmes solutions pour produire du ciment en continu ou pour monter des automobiles dont les modèles sont susceptibles d'être modifiés tous les ans.

Le troisième frein est lié au coût d'amortissement : celui-ci est évidemment diminué par une utilisation intensive des équipements (travail de nuit) mais cette solution se heurte à des obstacles sociaux.

Le quatrième frein concerne la formation du personnel qui va avoir besoin de qualifications nouvelles. Or, on est loin du compte ; ainsi en 1980 sur 17 440 brevets de techniciens supérieurs (BTS) seuls 689 concernent l'informatique et l'électronique. Le Rapport Fauroux sur la filière électronique évaluée à 480 000 personnes le déficit de formation dans ce secteur sur la période 1982-1990. Signalons au passage que ce manque de formation concerne également le petit patronat qui n'a pas la capacité de bien formuler ses besoins et va donc osciller entre le suréquipement et le retard technologique.

Le cinquième frein sera évidemment constitué par les luttes ouvrières s'opposant aux licenciements et aux effets de l'automatisation sur les conditions de travail.

C'est en effet une des tâches du mouvement ouvrier que de s'emparer de ces questions ; comme l'expliquait la CFDT dans *les dégâts du progrès* : « *La nature du progrès technique et de l'organisation du travail est un enjeu majeur de la lutte d'aujourd'hui.* » Il faut déplorer au passage que cette position soit aujourd'hui abandonnée ; ainsi Y. Lasfargue responsable à la CFDT des problèmes d'informatique peut-il écrire : « *A partir de 1978, la manière d'appréhender les problèmes a évolué parce que les conséquences positives de l'informatique sont apparues beaucoup plus nombreuses que les conséquences négatives* » (*Le Monde de l'informatique*, octobre 1982). Faut-il vraiment être aussi béat ?

Les composantes structurelles du chômage

Il faut rappeler ici les caractéristiques essentielles du chômage (à partir d'*Economie et statistiques* n° 151 de janvier 1983).

- *Les femmes sont frappées beaucoup plus durement.* Ainsi, au mois d'avril 1982, il y a 952 000 femmes sur 1 928 000 demandeurs d'emploi, ce qui correspond à des taux de chômage inégaux, compte tenu des femmes qui ne travaillent pas. Cependant une nouvelle tendance se fait jour qui est la *vulnérabilité croissante des hommes* (notamment des hommes âgés) dont la part dans le total des chômeurs augmente depuis 1981.
- *Il frappe particulièrement les jeunes :* les dernières statistiques européennes montrent qu'en mars 1983 il y a 21 millions de chômeurs dans la Communauté européenne, dont 26,4% - soit 5,6 millions - de jeunes de moins de 25 ans (*Le Monde* du 30 avril 1983).
- *La durée du chômage s'allonge :* ainsi au niveau européen, un million de jeunes sont au chômage depuis plus d'un an. En France « l'ancienneté moyenne » au chômage est en 1982 de 10,6 mois pour les jeunes, 13 mois pour les 25-49 ans et 21,6 mois pour les plus de 50 ans.
- *La vulnérabilité au chômage est inversement proportionnelle au niveau de formation.* Le taux de chômage est ainsi de 8,4% pour les personnes ne possédant aucun diplôme ou le seul certificat d'études primaires, contre 2,6% pour celles possédant un diplôme de niveau bac + 2.

Automatisation, intensification du travail et qualification

Contrairement aux idées reçues, les processus d'automatisation visent essentiellement à l'intensification du travail et ne sont pas orientés prioritairement vers l'élimination des tâches pénibles. Dans un article de *Terminai 1984* (janvier 1983) B. Coriat dégonfle quelques baudruches :

« *Le mythe qui veut qu'avec l'automatisation le travail est relégué à de simples tâches de "surveillance-contrôle" - ce qui est déjà contestable dans les industries de processus continu - est complètement faux dans le cas des robots utilisés dans les industries de grande série (...). Il s'agit d'un travail de surveillance, oui, mais complètement fou, car il faut surveiller tout le système de circulation entre les différents robots.* »

Dans la même revue, D. Richter (secrétaire de la section CFDT de Renault-Flins) témoigne dans le même sens : « *A Flins, les réactions sont simples, les ouvriers vivent l'automatisation comme une astreinte beaucoup plus grande à l'ensemble des processus opératoires. Ils ont aussi le sentiment qu'ils sont complètement laissés pour compte par les directions de l'entreprise alors qu'on bichonne les robots.* »

L'automation capitaliste ne porte pas essentiellement sur la suppression des tâches pénibles. Il n'y a actuellement en France que 1 000 robots articulés et 10 000 machines à commande numérique. Dans l'industrie, le but recherché est d'accroître la « compacité spatiale et temporelle des différentes séquences d'opération ».

Dans un remarquable ouvrage (*Le redéploiement industriel*) P. Zarifian, ancien secrétaire du secteur économique de la CGT, insiste sur l'idée que l'utilisation beaucoup plus intensive qu'auparavant du capital machine constitue une tendance très forte actuellement. Selon lui « *cet objectif constitue même l'un des grands axes de pénétration de l'automatisation* ». Celle-ci modifie les conditions d'intensification : « *Le travail se trouve concentré sur l'acte qui condense, en général, le maximum d'attention de la part du travailleur, et cela de façon continue. « L'acte technologique » se trouve, plus que jamais, soumis dans son temps d'exécution, à la nécessité de correspondre à la vitesse de réalisation des opérations qui l'entourent (en particulier lorsqu'elles sont automatisées)* ». Et l'organisation capitaliste du travail peut prendre des formes nouvelles de domination encore renforcée du capital comme « *puissance étrangère* » :

« *chasse aux interruptions de machines agrémentée de menaces de sanction (...). pressions exercées pour accroître les vitesses de marche des machines (...). instauration de primes individuelles et collectives pour réduction des temps et de l'absentéisme (...). formes diverses d'auto-contrôle, etc.* »

On peut donner quelques exemples de ces formes nouvelles de l'exploitation dans des domaines assez divers. « *A Douai, les syndicats aiment les robots* », nous apprend *Libération* (25 avril 1983). L'usine Renault y est présentée comme une vitrine où règne un « *nouveau climat social* ». Qu'on en juge : l'absentéisme est en régression, 4,7% contre 10% ; les presses tournent à 80% contre 60% autrefois et les pièces retouchées ont chuté de 9% à 2%. Il y a mieux : « *l'utilisation croissante des machines a rendu obligatoire la mise en place d'une équipe d'entretien qui fait sa semaine en trois jours : vendredi, samedi, dimanche.* » Beau progrès social !

Dans le domaine du travail de bureau, l'IBM 3750 ouvre des espaces infinis au contrôle social : c'est Big Brother au bureau ! Les personnels badgés voient leurs mouvements contrôlés, enregistrés en mémoire. Avec de tels systèmes on peut contrôler au plus près les horaires et la productivité. Au centre Bourseul de chèques postaux dans le XV^e arrondissement de Paris, ceci est déjà une réalité : « *Dans la vaste salle où travaille Christine, une cinquantaine de terminaux sont alignés comme à la parade, séparés par de larges travées. Les doigts d'une agilité folle qui courent sur les touches des claviers ne semblent plus être autre chose que de simples prolongements de la machine. En fin de journée, un listing "sort" le nombre d'opérations réalisées, le temps de travail, les erreurs de frappe, etc. Un document qui permettra aux surveillantes de dresser des courbes de rendement pour chaque opératrice et d'établir des normes de production élevées. "Tout le monde en met un coup" admet Christine : la notation est liée à la productivité (Le Monde 19-20 mars 1983).* »

A Corbeil, la SNECMA a mis en place en 1974 un système du même genre, le CESAR (collecte efficace et sûre de l'activité réalisée) que la CFDT a baptisé « *contrôle effarant et subtil d'une aliénation renforcée* ».

Dans l'immense majorité des cas, l'informatisation et l'automatisation remplacent la pénibilité physique par une nouvelle forme de fatigue résultant d'un excès de charge mentale ; devant son pupitre ou son écran, le travailleur automatisé est enchaîné de façon nouvelle puisque c'est sa capacité à penser à autre chose... ou à rien qui lui est retirée par la machine. Le système musculaire n'est pas sollicité, mais on pompe sur les systèmes nerveux et oculaires à tel point qu'on en ressort lessivé et vidé. On peut difficilement appeler cela un progrès.

Il faut aussi évoquer la possibilité d'éclatement de certaines activités pouvant aller jusqu'au télé-travail, c'est à dire une résurgence paradoxale du travail à domicile. Dans les fantasmes de la bourgeoisie, tels qu'ils s'expriment par exemple dans le *Rapport Nora-Minc*, cela correspond à un projet de déconstruction de la classe ouvrière : ce que la manufacture a fait, l'informatique pourrait le défaire. Mais cela reste une potentialité à la portée étroitement limitée.

Dernier point enfin : l'automatisation va accentuer la polarisation des qualifications. On peut se référer ici aux analyses de M. Freyssenet (*La division capitaliste du travail*, Savelli 1977) qui montre comment le développement capitaliste du machinisme « *matérialiste dans un mécanisme mort, indépendant de la force de travail et s'imposant à elle, une division du travail produite par les rapports sociaux capitalistes, c'est à dire la séparation du capital et du travail.* »

L'automation capitaliste porte cette tendance à l'extrême : elle va « *enlever au travailleur la petite parcelle d'activité intellectuelle qui lui restait et réduire son travail à une tâche de surveillance purement réflexe.* » L'exemple limite de cette soumission à la machine comme puissance du capital peut être trouvé dans cette brève de la revue de PUIMM de janvier 1982 :

« *Un robot tue son surveillant dans une usine métallurgique : c'est le premier accident de ce genre. Pour contrôler la machine, le surveillant avait pénétré dans un espace interdit au lieu d'entrer par la porte qui, automatiquement, arrête le robot. L'ouvrier a été écrasé contre une machine par le bras du robot.* »

L'automation donne le coup de grâce à la notion de métier : dans l'atelier c'est la fonction d'entretien et de réparation, jusque là subordonnée au savoir-faire de l'ouvrier professionnel, qui capte les qualifications nécessaires. Mais le pôle qualifié, celui de la conception, s'extériorise de plus en plus : la conception assistée par ordinateur permet au service des méthodes de programmer l'usinage complet des pièces et supprime l'aller-retour avec l'ouvrier. L'exemple le plus symbolique en est donné par le système de peinture de la General Motors : dans la cabine d'essai, le robot-monteur apprend les gestes

qui sont reproduits par dix-huit robots. « Pour enseigner à la machine une nouvelle tâche, un ouvrier, dans la cabine d'essai, tient une poignée reliée à l'extrémité du bras de la machine et lui fait faire le travail nécessaire, enregistrant les positions tout au long du parcours et signalant les mouvements et les pauses ; les données recueillies sont mises en mémoire dans l'ordinateur. »

Ainsi les machines automatiques dépassent les travailleurs de ce que l'on appelle le savoir-faire ouvrier ou culture technique. Elles constituent aux mains des capitalistes un levier pour instaurer un processus d'aggravation de la déqualification des travailleurs.

3. Sortie capitaliste de la crise et chômage

Peut-on réaliser la quadrature du cercle et imaginer une sortie de crise permettant en même temps de lutter contre le chômage ? Certains n'hésitent pas à relever le défi.

Les optimistes de la nouvelle compétitivité

Voici la thèse centrale de cette utopie réformiste, exprimée dans le jargon technocratique des hautes sphères administratives : « La baisse de la durée individuelle du travail et l'allongement du temps d'utilisation des équipements peuvent, s'ils sont associés, être des éléments importants d'une stratégie de sortie de la crise fondée sur la recherche d'une nouvelle croissance. Ces transformations de l'organisation et de la répartition du travail seraient susceptibles de procurer aux entreprises des gains de productivité et de compétitivité très appréciables, générateurs d'effets cumulatifs favorables sur l'évolution des équilibres macro-économiques. Les conséquences qui en résulteraient dans le domaine de l'emploi, directement et par le biais des multiples rétroactions qui interviennent dans le déplacement de ces équilibres, iraient vraisemblablement dans le sens d'une réduction progressive du chômage ».



Tableau de bord du haut fourneau n° 7 de Sacilor à Rombas.

Cet édifice est l'œuvre commune et la référence de trois ou quatre courants de pensée. Au niveau théorique, c'est une partie de l'école dite de la régulation qui, à partir d'une analyse intéressante, bien que partielle de la crise, développe le thème d'un nouveau consensus social dont le degré de faisabilité fait l'objet d'appréciations diverses chez les membres de ce courant. Citons Aglietta, Barou, Bertrand, Boyer, Coriat, Granou, Lipietz, etc.

Au niveau pratique, on retrouve la CFDT et le PSU dont tous les discours sont implicitement soutenus par l'idée qu'une telle issue à la crise existe. Sous une forme un peu différente, cette thèse est reprise non seulement par les ex-eurocommunistes tels que J.L. Moynet, ancien responsable du secteur économique de la CGT, mais se trouve présente dans la notion de « nouveaux critères de gestion » permettant une approche nouvelle de la compétitivité selon le PCF...

Il faut essayer de gratter un peu cette « nouvelle » compétitivité pour voir ce qu'elle recouvre. Le point de départ, c'est l'analyse de la période d'expansion de l'après-guerre dans les pays capitalistes. Pour l'école de la régulation, ce développement relativement harmonieux repose sur les éléments suivants :

1. Il y a production de masse dans les usines sur la base d'une organisation du travail parcellisée (taylorisme) mais en même temps consommation de masse (fordisme).
2. Il y a accumulation intensive du capital : l'augmentation du capital par tête se trouve en moyenne compensée par les gains de productivité du travail qu'elle permet.
- 3-11 y a consensus social, les syndicats échangeant leur renonciation à intervenir sur l'organisation du travail contre les gains de pouvoir d'achat.

Un tel cadre s'appuie évidemment sur des évolutions réelles mais achoppe sur des écueils évidents :

- Comment y faire entrer Mai 68, les luttes à la Fiat de Turin, le dérèglement du système monétaire international, la stagnation du pouvoir d'achat ouvrier aux Etats- Unis, etc.
- La dimension internationale est à peu près absente de cette approche, sauf sous forme descriptive.
- Enfin, on ne comprend pas comment cette belle mécanique a pu se dérégler. On se trouve renvoyé à des explications externes : la crise serait une crise de l'innovation technologique, sa cause profonde étant le ralentissement de la productivité. Ce ne serait pas, à la limite une crise du capitalisme.

Mais l'examen de cette analyse est surtout utile pour comprendre le scénario de sortie de crise qu'elle sous- tend : l'idée fondamentale de l'école de la régulation est qu'il faut, pour sortir de la, crise, mettre en place les conditions d'une nouvelle forme de régulation et d'un nouveau consensus social. Aglietta l'explique très clairement dans la revue *l'Economie en question* n° 24 : « *La productivité passe par l'investissement, mais un investissement qui transforme profondément les conditions de production et d'organisation du travail, ce qui implique un compromis sur le moyen terme. Les contrats de plan devraient traduire une implication syndicale sur les revenus futurs ; c'est à dire accepter certains sacrifices de salaires, une certaine mobilité des qualifications par rapport à des situations actuellement figées, au profit d'un compromis sur la carrière ouvrière (...) sur la qualification (...) sur des conditions de travail favorables.* »

Vous avez échangé la soumission du travail à la chaîne contre du pouvoir d'achat, il faut maintenant échanger du pouvoir d'achat contre l'amélioration des conditions de travail ; voilà en somme le message de la nouvelle compétitivité, qu'Aglietta et Boyer explicitent ainsi dans leur rapport aux journées sur la politique industrielle : « *Ne pourrait-on envisager de recourir à la pratique d'un salaire différé, la contrepartie de cette avance des salariés à l'entreprise étant un droit de regard sur l'orientation générale de l'investissement et des choix stratégiques de l'entreprise ?* »

La bonne idée ! Et le message ne s'adresse pas qu'aux travailleurs mais aussi au patronat intelligent à qui on explique où se trouve son intérêt : « *L'intensification de l'usage des machines grâce à l'augmentation du nombre d'équipes peut appuyer les gains de temps permis par une meilleure qualité et par l'amélioration des conditions de travail.* »

Laissons de côté cette idéologie fondamentalement au service de la bourgeoisie : un tel marché ne peut être, manifestement, qu'un marché de dupes ; pour sortir de la crise et rétablir ses positions concurrentielles, le patronat sait très bien qu'il a besoin et de la modération des salaires et de la surexploitation des travailleurs, autrement dit de l'intensification du travail.

Reste une question : quel est, selon ce courant d'économistes, le levier pour sortir de la crise ? Le rôle, de l'électronique joue un rôle central dans ce projet et c'est un rapport du Plan qui explique très bien pourquoi : « *Cette diffusion de la microélectronique, comme l'électricité il y a cent ans, permettra d'une part des innovations dans les processus de production, base d'une relance des gains de productivité, et d'autre part des innovations de produit avec le lancement de biens et services nouveaux. Ce double mouvement pourrait favoriser une nouvelle dynamique de croissance.* »

Avec l'électronique, le capitalisme pense faire d'une pierre deux coups : rétablir les conditions de profitabilité côté production et créer les débouchés côté consommation, le tout baignant dans l'huile du nouveau consensus social. Voilà le projet socio-économique de la « deuxième gauche » (et sans doute aussi de la première).

Ce projet se heurte à de nombreuses contradictions. Pour commencer, rien ne permet d'affirmer que cette stratégie est économiquement viable.

Et si la filière électronique française n'était pas viable ?

Mitterrand a déclaré que l'électronique devait être la priorité du IX^e Plan. Chevènement, lors de son passage au ministère de l'industrie, a lancé un Plan d'action de la filière électronique prévoyant 150 milliards d'investissements sur cinq ans, soit 40 milliards de plus que l'évolution spontanée. En même temps, l'Etat impulse un certain nombre de restructurations autour de trois pôles, Cil HB, Thomson et la CGE.

Cette orientation qui fait de la filière électronique la colonne vertébrale d'une politique industrielle de sortie de crise est une des conséquences possibles que l'on peut tirer de l'analyse en terme de régulation.

Elle en révèle en même temps toutes les limites. Apparemment en effet, il suffit de repérer l'électronique comme « *l'un de ces nouveaux lieux d'accumulation à partir duquel notre futur se construit* » et de mettre le paquet, pour se positionner favorablement. Ce scénario optimiste recèle en fait des incertitudes béantes et une absence totale de garanties : un rapport au Congrès des USA de février 1982 indique quel est doré et déjà l'enjeu : « *la bataille pour la prééminence dans l'industrie des semi-conducteurs est aujourd'hui une lutte entre fabricants américains et japonais à livrer sur les marchés européens et japonais.* »

C'est que les Japonais et les Américains ont déjà mis le paquet. Ainsi, en matière d'informatique, de 1973 à 1978, les industriels américains ont reçu 30 milliards de francs de leurs pouvoirs publics contre 10,5 milliards de francs pour les Japonais. L'effort européen n'a été que de 9,3 milliards de francs. Il y a, donc un effet de dimension qu'on peut encore illustrer par cet ordre de grandeur : les 40 milliards du plan électronique sur cinq ans c'est moins que l'investissement réalisé par IBM sur une seule année : 50 milliards !

La France ne fait pas le poids à elle seule. Nombre d'études et de rapports concluent à la nécessité de freiner le processus de désindustrialisation qui s'est aujourd'hui amorcé au profit des USA et du Japon par une politique industrielle européenne. Mais sans beaucoup d'illusions : « *En l'état actuel des politiques suivies par les pays membres de la CEE, celle-ci n'apparaît capable ni de sortir de façon autonome de la crise, ni de tirer parti, pour tous ses membres, d'un éventuel assainissement financier et d'une réorganisation de l'économie mondiale.* » Le pessimisme de cette conclusion du CEPII se nourrit de l'examen de l'actualité. L'échec de l'accord Thomson-Grundig au profit d'un accord de construction de vidéocassettes entre Thomson et J.V.C. montre que ce front commun européen n'a pas de motifs assez forts de se constituer.

Le remplacement de Chevènement par Fabius va d'ailleurs se traduire par un retour à la politique des créneaux dont l'abandon par Cil de la construction du DPS 7 fournit un exemple tout récent (voir l'ensemble du dossier dans *Terminal 19/84* de mai 1983). Tout converge donc pour suggérer qu'après l'électro-nucléaire, le plan d'investissements massifs dans l'électronique va se traduire cinq ans plus tard par des surcapacités et un endettement considérables.

Mais, du coup, l'un des mécanismes essentiels du « déversement » se détraque : l'automatisation supprime des emplois mais en crée d'autres ne serait-ce que pour fabriquer les robots. Mais quelles garanties y a-t-il à ce que ces emplois soient créés en France ? Il y a là un risque de passage sous domination industrielle totale, de la mise en place d'un processus de désindustrialisation encore plus profonde et de durcissement extrême de la fameuse « contrainte extérieure ».

A ce jeu du libre échange et de la libre concurrence dont les « réalistes » nous vantent les bienfaits, il se pourrait bien que les gagnants soient connus d'avance. Et dans ce cas là, le problème du chômage resterait entier. La vérité, c'est le maintien durable d'un chômage massif. L'optimisme des tenants de la nouvelle compétitivité masque mal les tendances lourdes. Le rôle central que l'électronique est censée jouer implique en effet des effets en retour sur l'emploi. Ce que l'ancien commissaire au Plan exprime dans son style racoleur : « *La révolution électronique, c'est à la fois une explosion de la productivité et une "implosion" de l'emploi.* » (*Le Pari français*, p. 147).

D'autres auteurs ont le mérite de mettre les points sur les i : « *Payée par d'innombrables transformations d'emplois, d'une mobilité forcée de secteur à secteur accrue, de diminution de l'offre globale de travail ce qui rendra inéluctable la réduction de la durée de celle-ci (comme conséquence de la crise et non pas comme moyen d'en sortir), la sortie de crise fera vraisemblablement plus de victimes qu'elle n'en a produit jusqu'ici.* » (*La Crise du XX^e siècle*, p. 382).

Déqualification, intensification du travail, maintien d'un chômage massif, tels sont les traits principaux d'une éventuelle sortie de crise capitaliste. Dans ces conditions il ne s'agit plus de lutter contre le chômage, mais de le « traiter ». Plusieurs remèdes sont proposés. Un premier type de réponse se trouve dans la notion de dualisme : il s'agit de mettre en place un secteur abrité où puisse être « déversée » (pour reprendre l'expression de Sauvy) la masse des chômeurs que le secteur capitaliste se révèle incapable d'occuper. On a vu comment Sauvy préconise la création d'une « nouvelle domesticité » mais il existe toute une gamme possible.

Version spartiate et version gaie... du chômage

La version spartiate du chômage a été exposée dans la célèbre contribution d'Amado et Stoffaes aux travaux du VIII^e Plan (*La société française et la technologie* — La documentation française). Pour eux, il faut aller vers une « socio-économie duale », c'est-à-dire une organisation de la société distinguant deux grands sous-ensembles : « *D'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'information et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères, passant une partie de leur vie à l'étranger. D'autre part, un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique.* »

Les auteurs nous avertissent, avec une grande délicatesse dans le choix des termes : « *Ce serait donc un contresens ou une erreur que de considérer les éléments et les membres du secteur le moins avancé technologiquement comme appartenant à une sous-race et à l'archaïsme.* » Merci pour eux, mais cette tolérance ne va pas plus loin : « *Encore faudra-t-il que ceux qui choisissent d'œuvrer dans le secteur traditionnel ne revendiquent pas le même degré d'avantages notamment en terme de revenus que ceux qui subissent les contraintes de l'impératif technologique et de son contexte industriel.* »

Vient ensuite l'apologie du bonheur d'être concierge : « *On reconnaîtra qu'à force d'avoir aligné le statut de concierge sur celui du salarié de l'entreprise, on est arrivé à la suppression des concierges. Que d'emplois marginaux qui aurait pu faire le bonheur de tant de gens à la recherche d'un emploi de complément et désireux d'une ressource complémentaire.* » Dans le secteur traditionnel, on pourrait assister à la renaissance des petits artisans. Et, leur promet-on, « *la dureté de leur vie sera le prix de la liberté et de la qualité de vie qu'ils auront choisie.* » Voilà pour cette vision un peu dure des lendemains qui chantent.

La révolution du temps choisi ou du bonheur d'être chômeur : c'est la version gaie, telle qu'elle s'exprime par exemple dans cette adresse aux jeunes de Michel Albert : « *Si le nombre des emplois est déficitaire, c'est d'abord parce que la durée du travail est trop souvent excédentaire. Dans le monde nouveau qui commence, il est frappant de constater que les comportements les plus favorables à la solution de ces problèmes de société sont :*

- *une capacité élevée à mettre en œuvre les potentialités du progrès technologique.*
 - *l'aptitude à développer partout d'une manière informelle les progrès de la démocratie économique.*
 - *Un certain esprit de sobriété, ou du moins, un début de libération à l'égard des appâts de l'argent.*
- Or, ces aptitudes, et ces valeurs sont précisément celles par lesquelles la nouvelle génération innove par rapport à la nôtre. Regardons-les, nos jeunes. L'informatique est leur seconde langue maternelle. Ce n'est pas sur eux qu'il faut compter pour prendre le pas cadencé aux coups de sifflet des petits chefs impérialistes.* »

Puisque le chômage est une sorte de fatalité, faisons croire à ses victimes qu'ils l'ont choisi. Il y a là tout un faisceau de possibilités : prolongation du service militaire, restriction à l'inscription au chômage, voies de garage du stage de formation, travail intérimaire, préretraite et temps partiel.

Ces deux dernières mesures sont particulièrement symboliques de la façon dont la société capitaliste admet son incapacité à mettre en œuvre l'ensemble de la force de travail disponible ; il y a quelque chose d'assez sinistre dans la manière dont on pousse vers la" sortie des « vieux ». qui, pour une partie, auraient sans doute préféré une autre solution que la cessation totale d'activité qui ressemble à une mise au rebut.

Quant au travail à temps partiel, on renvoie au dossier de Danielle Lacoste dans *Critique Communiste* n°20 et à un article de Jacques Kergoat au titre explicite « Le travail à temps partiel n'apparaît pas comme un facteur de création d'emplois » (*Le Monde* 28 juin 1983).

Il faut enfoncer le clou : toutes ces « formes nouvelles du rapport salarial » n'ont qu'un seul objectif : partager le chômage en répartissant ses effets le plus largement possible. Dans cette incapacité à réellement combattre le chômage, on trouve l'essence même du mode de production capitaliste.

L'économie capitaliste marche sur la tête

De tout ce qui précède se dégage une idée-force : il n'y a pas de rationalité technologique pure, il n'y a pas d'informatisation ou d'automatisation en soi. Aucun de leurs effets sur le chômage ou les conditions de travail n'est inscrit *a priori* dans ces processus : leur contenu social n'est pas prédéterminé de manière univoque.

*« Potentiellement l'automatisation pourrait signifier achèvement des forces productives matérielles, qui pourrait libérer l'humanité de toute contrainte d'un travail mécanique, répétitif, non créateur et aliénant. Dans les faits, elle signifie, à nouveau, mise en péril de l'emploi et du revenu, renforcement du climat de peur d'une remontée du chômage chronique massif et d'insécurité, allant périodiquement jusqu'à la baisse de la consommation et du revenu, donc à l'appauvrissement intellectuel et moral. L'automation capitaliste en tant que développement puissant à la fois de la force productive du travail et de la force destructive et aliénante de la marchandise et du capital devient l'expression la plus caractéristique des contradictions inhérentes du mode de production capitaliste (Ernest Mandel, *Le Troisième âge du capitalisme*).*

C'est dans ce cadre qu'il faut rapprocher les deux faits suivants qui soulignent le caractère extrêmement profond de la crise actuelle du capitalisme : la crise génère le chômage, mais les voies de sortie capitaliste de la crise tendent à un approfondissement du chômage. L'essence de cette crise est donc d'être une crise du mode capitaliste de satisfaction des besoins sociaux : la racine du chômage c'est la saturation des besoins dont la satisfaction est porteuse de profit.

Bien que le capitalisme cherche constamment à déplacer la frontière entre les deux, il y a en effet, pour simplifier deux sortes de besoins sociaux : d'un côté, ceux qui, à un moment donné, offrent une possibilité de profit suffisant, de l'autre ceux qui ne sont pas rentables ou extérieurs à la sphère de l'économie marchande.

L'un des aspects de la crise est l'épuisement relatif des débouchés correspondant aux besoins rentables : ainsi le marché de l'automobile est devenu un marché de renouvellement dont la taille ne peut plus augmenter au rythme des vingt dernières années.

La logique capitaliste ne peut être de s'attaquer aux besoins non satisfaits : sa dynamique interne d'accumulation du capital et de recherche du profit ne peut être relancée que par la perspective de nouveaux débouchés. Un exemple particulièrement lumineux est donné par le Centre Mondial Informatique de JJSS : l'une de ses thèses principales est que la micro-informatique représente pour le tiers monde le moyen de résoudre ses problèmes sociaux critiques. Ceux qui pensaient que le tiers monde avait besoin de se débarrasser des bourgeoisies locales et de se désinsérer du marché mondial capitaliste pour réaliser son autosuffisance agricole se trompaient : la panacée, c'est le micro-ordinateur. Pour compter les grains de blé ?

JJSS est un pitre. Mais il exprime la logique profonde de ce système. On la retrouve sous une forme plus élaborée chez certains « marxistes » de l'école de la régulation. Voilà ce qu'écrivent Aglietta et Boyer aux journées industrielles organisées par Chevènement en novembre 1982 : « *L'inertie et la "rigidité" des dépenses de consommation peuvent dans une certaine mesure freiner la rénovation de l'industrie :*

- *Ce diagnostic invite d'abord la politique économique à maintenir une certaine progression de la consommation, pour autant qu'elle soit compatible avec la reprise de l'investissement industriel et l'équilibre des paiements extérieurs.*

- *Cette analyse suppose ensuite que l'on puisse discerner les demandes dont l'apparition et le développement sont aujourd'hui freinées par l'instabilité et l'incertitude véhiculées par la vie ».*

Cette phrase sublime, « maintenir la consommation, pour autant qu'elle soit compatible... », montre au moins une chose : que ses auteurs ont renoncé à se réclamer du marxisme. Mais ils ont mis le doigt sur l'essence de la période : le capitalisme va redémarrer « pour autant » que les gens voudront bien acheter les marchandises dans lesquelles on investit aujourd'hui, c'est-à-dire l'électronique. ^

Là est la crise du capitalisme, là il apparaît clairement comme prenant les choses à l'envers : au lieu de partir des besoins, on part des exigences de profit pour définir ou susciter les besoins « compatibles » avec ces exigences, indépendamment de leur intensité ou de leur urgence. Tous les modes de vie ne sont pas compatibles avec les exigences de l'accumulation capitaliste : il est donc nécessaire de voir le modèle social sous-tendu aujourd'hui par la logique du profit.

Socialisme ou barbarie électronique

Au risque de paraître « rousseauiste », on partira de l'exemple des jeux électroniques. Mis à part le fait que c'est une initiation gratuite de la future main d'œuvre automatisée, leur généralisation a des effets néfastes sur la socialisation des enfants.

Dans *Terminal 19/84* n° 10 deux animateurs de « l'atelier du bois animé » ont bien mis en lumière l'une des *fonctions sociales de l'électronification* : « Avec l'urbanisation et l'enfermement dans les villes et dans les tours, l'objet/jouet est devenu essentiel. Le jouet électronique s'inscrit dans cette évolution. L'enfant ne dispose plus que d'un espace réduit et doit se cantonner à des jeux silencieux, stables, calmes. La télévision et les jeux électroniques répondent aux conditions sociales de l'enfermement de l'enfant entre sa chambre et l'école. La vitalité et les impulsions de l'enfant deviennent insupportables à l'adulte, qui ne peut plus les intégrer à son mode de vie. A Grande-Synthe, près d'Usinor Dunkerque, le grand projet social de la municipalité est l'insonorisation d'une pièce par appartement, afin que les enfants puissent jouer et les adultes qui travaillent en 3 x8, dormir ».

Les mêmes auteurs indiquent avec raison que « *savoir se servir n'implique pas forcément connaître ; les enfants vont être adaptés à l'électronique sans pour autant la maîtriser. Elle restera pour eux un objet aussi mystérieux que la voiture que nous utilisons sans savoir la réparer* ».

Ce point doit être souligné : l'électronique intègre un fort contenu en progrès technique mis en œuvre par une petite couche, de travailleurs très qualifiés, mais n'implique en rien une qualification auprès de ses utilisateurs. L'Enseignement Assisté par Ordinateur représente, malgré les apparences, une régression de ce point de vue : il a des effets en retour réducteurs sur le contenu du savoir. De la même façon les réseaux câblés peuvent accélérer la circulation de l'information mais conduisent à une réduction de sa densité et de sa complexité.

Enfin, la dernière dimension de ce modèle social sous-tendu par l'informatisation, c'est l'atomisation croissante des individus. Le point limite est sans doute obtenu avec le télé-travail où le terminal d'ordinateur est branché sur le réseau téléphonique et permet le travail à domicile. Là encore deux visions opposées s'entrechoquent : « Les issues possibles rassurantes mettant en scène des "télé-commuters" harmonieusement partagés, dans leurs cottages néo-ruraux, entre le jardinage et la manipulation d'ordinateurs personnels, et les visions catastrophiques d'une nouvelle forme d'exploitation sauvage d'opérateurs sur terminaux travaillant à domicile ou en "télélocal" d'intérim électronique, une grande variété de situations apparaîtront et coexisteront ». (Métayer, revue *Autrement*, février 1982).

On ne va pas faire ici de la science-fiction d'autant plus que les exercices de prospective sont souvent largement chargés d'idéologie à but immédiat ; mais il était quand même nécessaire de montrer comment les tendances spontanées du capitalisme convergent vers un modèle social que l'on pourrait qualifier de « barbarie électronique ». Car c'est bien la vieille alternative « socialisme ou barbarie » qui se présente aujourd'hui. Peut-on sauter l'obstacle ?

Le communisme aujourd'hui ?

Dans les scénarios d'après-crise il existe une version qui se situe d'emblée « au-delà du socialisme » et qui s'exprime par exemple dans le livre de Gorz, *Adieux au prolétariat*. Cet auteur esquisse une organisation dualiste de l'espace social divisé en deux sphères : *La première assure la production programmée, planifiée de tout ce qui est nécessaire à la vie des individus et au fonctionnement de la société le plus efficacement et donc avec la moindre consommation d'efforts et de ressources. Dans la seconde, les individus produisent de façon autonome, hors marché, seuls ou librement associés, des biens et services matériels ou immatériels, non nécessaires mais conformes aux désirs, aux goûts et à la fantaisie de chacun (...). Les individus deviennent libres de voir dans leur travail socialement déterminé une nécessité extérieure, bien circonscrite, occupant une place marginale dans leur vie. Mais ils restent libres, également, de chercher leur accomplissement personnel dans et par le travail social ».*

Pourquoi pas ? Ce que porte en germe la crise capitaliste actuelle, c'est bien ce mouvement de l'humanité vers le communisme, comme abolition du règne de la nécessité. Et il faut se référer ici à l'admirable passage des *Grundrisse* où Marx donnait tous les éléments de la pièce en train de se jouer aujourd'hui (voir encadré).

Marx et le développement de la productivité

« Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et, développée par la grande industrie elle-même.

Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de - travail cesse et doit cesser d'être sa mesure-, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur, d'usage. Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale tout comme le non-travail de quelques uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain.

La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable et antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société au minimum. Or, cette réduction suppose que les individus reçoivent une formation artistique, scientifique, etc. grâce au temps libéré et aux moyens créés au bénéfice de tous.

Le Capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail. Dans une proportion croissante, il pose donc le sur-travail comme la condition - question de vie ou de mort - du travail nécessaire.

D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux - simples faces différentes du développement de l'individu social - apparaissent uniquement au Capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, ce sont les conditions matérielles, capables de faire éclater cette base. »

Fondements de la critique de l'économie politique, Ed. Anthropos, 1968, tome 2, p. 222

André Gorz se réfère explicitement à cette approche dans *Les chemins du paradis* mais saute les étapes. « Les choses vont plus vite qu'on ne le pense » nous explique-t-il dans *Alternatives économiques* n° 11 de septembre 1982 : « Nous sommes entrés dans l'âge de l'abolition du travail prédite par Marx, âge auquel la rationalité capitaliste ne peut plus fonctionner. » Des thèmes utopistes - au bon sens du terme - sont avancés également par F. Partant dans *Le mythe du développement*, et tout récemment par D. Clerc, A. Lipietz et J. Satre-Buisson dans un petit livre sur *La crise*.

Toutes ces contributions ont l'avantage d'insister, comme Marx, sur le caractère étriqué et misérable du mode de production capitaliste, mais ont l'inconvénient de se situer dans une certaine tradition du socialisme utopique qui consiste à jeter l'ombre la plus épaisse sur les nécessaires ruptures révolutionnaires et à rédiger les décrets d'application.

Dans ces conditions, il faut prendre avec des pincettes ces références au communisme réalisé qui s'accommodent assez bien de la défense et illustration de l'austérité de gauche. Les mêmes auteurs qui soulignent les insuffisances des diverses sorties de crise désignent de bien curieux adversaires : « *Attention ! Ces axes heurtent déjà de très puissants intérêts. Pas seulement les profits des firmes multinationales, les gros vilains bien connus. Mais surtout les habitudes autoritaires, les schémas de pensée de la technocratie et même les habitudes de consommation de chacun d'entre nous et jusqu'à notre chère paresse qui, en politique, s'appelle "délégation de pouvoirs". Ces axes de transformation, ce sont d'abord des axes de lutte, contre nous-mêmes, contre le capital, contre la hiérarchie et la technocratie* » (La crise p. 151).

Par ailleurs, si on passe sous silence la nécessité de la crise révolutionnaire, si l'on insiste lourdement sur l'idée que les masses n'ont pas voté pour ça comme le fait Lipietz (mais ont-elles voté pour le chômage et l'austérité ?), alors les perspectives communistes risquent bien de n'être que le cache-misère d'une acceptation (désabusée) de la gestion du capitalisme.

Rompre avec le capitalisme pour se débarrasser du chômage

On peut condenser les thèses de ce dossier en quelques propositions :

- **Le chômage est un effet du capitalisme** : ce système économique préfère ne pas donner d'emploi à certains travailleurs s'il n'y a plus de production rentable à laquelle les affecter.
- **Le chômage est là pour durer** : malgré un ralentissement conjoncturel, il va même continuer à se développer; en direction des trois millions de chômeurs.
- **Le capitalisme ne peut résoudre à la fois la crise et le chômage** : les sorties de crise capitalistes supposent toutes une accélération des gains de productivité qui suscitent de nouvelles suppressions d'emplois.
- **L'automatisation capitaliste n'est pas la libération du travailleur** : elle est porteuse au contraire de nouvelles formes d'exploitation et de déqualification et, plus généralement, d'un modèle social régressif.
- **Faire croire que l'on peut lutter contre le chômage sans rompre avec la logique capitaliste qui le produit**, c'est se tromper sur la nature de la crise et tromper les travailleurs. Il n'y a pas de vraie solution dans le cadre du système actuel parce que ce système est fondamentalement irrationnel et aujourd'hui « étriqué » : se soumettre aux règles d'un système absurde ce n'est pas faire preuve de réalisme ; reconnaître la réalité de la crise, ce n'est pas s'y adapter.

Cela ne va pas de soi : entre les nouveaux critères de gestion du PC et les nouvelles compétitivités de la CFDT, il n'est pas facile de dessiner les solutions ouvrières à la crise et au chômage et d'organiser autour d'elles la mobilisation des travailleurs. La fonction de ce dossier est de montrer qu'il n'y a pas d'issue possible si l'on cherche à intégrer les critères capitalistes : la lutte contre le chômage passe par leur refus et l'affirmation d'une logique indépendante, celle de la maîtrise sociale de la satisfaction des besoins.

- L'affirmation du droit à l'emploi et la lutte contre toutes les formes d'institutionnalisation déguisée du chômage ;
- la réduction immédiate de la durée du travail à 35 heures avec embauches compensatoires et sans pertes de salaire.

Telles sont les mesures immédiates en réponse au chômage capitaliste.